



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RUEIL ENERGIE

Place Samuel Champlain
Tour Engie T1
92000 Nanterre

Références : 2021/0657
Code AIOT : 0006521681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement RUEIL ENERGIE implanté 19-21, Rue du Plateau 92500 Rueil-Malmaison. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale "MCP" portant sur les installations de combustion d'une puissance totale comprise entre 5 et 50 MW.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUEIL ENERGIE
- 19-21, Rue du Plateau 92500 Reuil-Malmaison
- Code AIOT : 0006521681
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RUEIL ENERGIE exploite des chaudières au gaz permettant d'alimenter un réseau de chaleur couvrant une partie de la commune de Reuil-Malmaison.

Cette installation a été autorisée à exploiter par AP du 25/03/2022.

Celle-ci est composée de 5 chaudières de : 3,2 MW, 3,3 MW, 4,2 MW, 16,2 MW et 16,2 MW.

Elle est classée sous la rubrique 2910-A-1 (E).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, I de l'article 76	/	Demande d'action corrective	1 mois
10	Bruit	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, I de l'article 69	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Sans objet
4	VLE chaudières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2022, article 6	Sans objet
5	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51	Sans objet
6	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81	Sans objet
9	Mesure de surveillance après mise en service	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate 3 non-conformités sur l'ensemble des 9 points de contrôle vérifiés. L'exploitant précise que l'ensemble de ces non-conformités a fait ou va faire l'objet d'action corrective avant le 31/12/2025.

Une de ces non-conformités concerne le non-respect des valeurs limites de bruit. Cette non-conformité a été mise en évidence depuis 2023. Cependant, l'exploitant a mis en place des actions correctives avec l'installation de piège à son mais n'a pas pu démontrer à ce jour le respect de ces valeurs limites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des matériels de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>I. Règles générales : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le registre de sécurité. L'inspection des installations classées constate que les extincteurs du site ont fait l'objet d'un contrôle de vérification le 18/08/2025. Lors de l'inspection, il a été constaté que 6 extincteurs choisis aléatoirement ont bien fait l'objet d'une vérification le 18/08/2025.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des exutoires de l'installation. Ce rapport est daté du 26/08/2025. Il a été constaté que 6 portes coupe-feu sont hors-services et ne ferment pas automatiquement. Ce rapport conclut à la nécessité de mettre en place une action corrective ou une maintenance. L'exploitant a transmis un bon de commande pour la mise en place des actions correctives nécessaires. Il a précisé à l'inspection que l'intervention aura lieu vers le 15/12/2025.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification électrique de l'installation. Ce rapport est daté du 21/11/2024. Ce rapport conclut sur la présence de 3 écarts concernant les éclairages de sécurité et le dépoussiérage des coffrets et armoires électriques. L'exploitant a précisé avoir procédé aux actions correctives nécessaires.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification de l'état d'entretien et de bon fonctionnement des installations gaz. Ce rapport est daté du 16/09/2025. Ce rapport conclut à l'absence d'écart.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra mettre en place les actions nécessaires afin de lever les écarts mentionnés dans le rapport de vérification électrique et le rapport de vérification des exutoires de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis un justificatif de sa déclaration au registre MCP.

Cette déclaration comprend l'ensemble des éléments mentionnés au I de l'article R. 515-114 du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- leur origine ;- leurs caractéristiques physico-chimiques ;- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;- l'identité du fournisseur ;- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.
Constats : L'ensemble des chaudières de l'installation sont alimentés en gaz naturel. L'exploitant précise que leur fournisseur est la société SICAR. L'installation aurait consommé environ 2 000 000 Nm ³ de gaz depuis le 1er janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2022, article 6		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvin) et de pression (101,325 kiloPascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.		
Paramètres	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)	Fréquence de mesure
NOx	100	En continu
CO	100	En continu
Le débit, la température, la pression, le taux d'oxygène et l'humidité des effluents gazeux sont suivis en continu.		
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de mesures des rejets atmosphériques des 5 chaudières de l'installation. La campagne de mesure a été réalisée du 13/01/2025 au 20/01/2025. Chaque chaudière a fait l'objet de 3 essais de 30 minutes. L'inspection constate d'après ce rapport que les concentrations mesurées pour chacune des chaudières et pour l'ensemble des essais respectent les valeurs limites d'émission.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 5 : VLE (zone PPA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les installations visées aux articles 58, 59, 60 et 61 du présent arrêté sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment : <ul style="list-style-type: none">- abaisser les valeurs limites prévues aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté ; et/ ou- anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ ou- prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues aux articles 76,77,78,79,80.
Constats : L'installation n'est pas concernée par les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques fixées par l'arrêté préfectoral du PPA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
Constats : L'inspection des installations classées constate la présence de consigne de démarrage et d'arrêt des chaudières dans le local des 2 chaudières "RUEIL ENERGIE" (16,2 MW et 16,2 MW) et dans le local des 3 chaudières "ARSENAL" (3,2 MW, 4,2 MW et 3,3 MW).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, I de l'article 76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de mesures des rejets atmosphériques des 5 chaudières de l'installation. La campagne de mesure a été réalisée du 13/01/2025 au 20/01/2025. Cette campagne de mesure a été réalisée par un organisme agréé. L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre la campagne de mesure représentative de l'année 2024. L'exploitant a précisé que cette campagne de mesure réalisée en janvier 2025 correspond à l'année 2024 et qu'une nouvelle campagne de mesure va être réalisée à compter du 19/11/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à respecter la fréquence annuelle de mesures des émissions atmosphériques de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.81
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conformité des VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de mesures des rejets atmosphériques des 5 chaudières de l'installation. La campagne de mesure a été réalisée du 13/01/2025 au 20/01/2025. Chaque chaudière a fait l'objet de 3 essais de 30 minutes. L'inspection constate d'après ce rapport que les concentrations mesurées pour chacune des chaudières et pour l'ensemble des essais respectent les valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure de surveillance après mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air et dans l'eau dans les conditions fixées au présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. II. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.[...]
Constats : L'exploitant a transmis: - les rapports de suivi de ses rejets aqueux daté du 03/04/2024 et du 29/08/2025; - le rapport de suivi de ses rejets atmosphériques daté du 03/02/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, I de l'article 69**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites de bruit**Prescription contrôlée :****Bruit.****I. Valeurs limites de bruit :**

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée(incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de mesures acoustiques du bruit émis par son installation. Ce rapport est daté du 08/08/2023. Les mesures ont été réalisées entre les 25/05/2023 et 26/05/2023. Au total 5 sonomètres ont été installés:

- Point 1 : en limite de propriété et ZER est du site,
- Point 2 : en limite de propriété et ZER nord du site,
- Point 3 : en limite de propriété en toiture de la chaufferie,
- Point A : en ZER sud-est du site, à environ 35m du site et 15m de hauteur,
- Point B : en ZER nord du site, à environ 15m du site et 20m de hauteur.

Ces mesures ont été réalisées avec:

- un scénario en fonctionnement "nominal" au 25/05/2023 soit une seule chaudière en fonctionnement;
- un scénario avec un fonctionnement maximal soit la mise en marche de l'ensemble de la chaufferie.

L'inspection constate des dépassements des valeurs limites d'émergence dans les zones à émergence réglementée "point 1" et "point 2" pour chacun des scénarios.

Depuis cette campagne de mesure, l'exploitant a précisé avoir procédé à des actions correctives avec notamment l'installation de pièges à son.

De plus, il informe l'inspection qu'une nouvelle campagne de mesures acoustiques est prévue le 25/11/2025 afin de vérifier si les actions correctives mises en place ont permis de remédier à cette non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra respecter les valeurs limites de bruit. De plus, il devra transmettre dès sa réception le rapport de mesure acoustique dont les mesures sont prévues le 25/11/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois